

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Revue-de-presse-49725>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > Areva-Malvési : non au projet d'incinérateur des effluents radioactifs > **Revue de presse**

7 novembre 2016

Revue de presse

L'Indépendant : MARDI 18 OCTOBRE 2016

L'association Rubrésus dit « non » au projet d'Areva

Le 18 octobre à 17h29 par Laurent Rouquette

La construction d'une usine de traitement des nitrates du site nucléaire de Malvési comporterait « incertitudes, lacunes et aberrations ».

Une installation d'un coût de 80 M€, destinée à résorber des déchets stockés sur place depuis des années, et qui créerait 25 à 30 emplois : a priori, le projet de construction par Areva, sur le site de Malvési à Narbonne, d'une unité de traitement des effluents nitrates (L'Indépendant du 31 août 2016), a tout pour séduire. « C'est un projet énorme, en effet, qui engage l'avenir sur plusieurs dizaines d'années. C'est justement pour cela qu'il doit faire débat », souligne André Bories, président de l'association de défense de l'environnement Rubrésus. Basée à Narbonne, Rubrésus s'est fait connaître jusqu'à présent par ses actions sur la lutte contre le bruit près de l'aérodrome, ainsi que ses interventions sur les risques inondations. Cette fois, ces écologistes se sont saisis des centaines de pages du dossier de construction d'une unité de traitement des nitrates d'Areva, soumis à enquête publique du 5 septembre au 5 octobre. Et leur jugement est sans appel : « L'association émet un avis très défavorable », est-il écrit sur le registre de l'enquête publique. Rubrésus dénonce « des incertitudes, des lacunes, et des aberrations écologiques » dans ce projet qui prévoit de traiter, tous les ans, 18 000 m³ d'effluents faiblement radioactifs, issus de 50 ans de purification du minerai d'uranium par de l'acide nitrique.□

Comme 20 000 diesel

Premier problème : « Les rejets atmosphériques de cette installation. On crée une pollution qui n'existait pas et qui va consister à envoyer dans l'atmosphère 38 880 kg d'oxyde d'azote par an. C'est l'équivalent de 20 000 véhicules diesel parcourant 5 000 km », a calculé Rubrésus. S'y ajoutent (toujours selon les chiffres fournis par l'industriel lui-même dans son dossier), du protoxyde d'azote, du dioxyde de soufre, et des composés volatils comme le benzène, produits par la combustion de charbon, qui va être ajouté aux effluents. « En fait, ce procédé s'apparente à un incinérateur : impossible qu'il ne produise pas des dioxines », argumente André Bories, qui s'étonne de n'en avoir pas trouvé trace dans l'étude d'Areva. Enfin, l'association pense avoir trouvé une faille majeure dans

le dossier. A la page 24 du chapitre II de l'étude d'impact, « Areva reconnaît que les performances attendues de sa future unité proviennent de données expérimentales effectuées lors de tests pilotes ». Autrement dit, pas dans les conditions qui seront celles de l'exploitation à Narbonne. « Comment les autorités pourraient-elles autoriser cette unité sur des données aussi approximatives ? », s'interroge Rubrésus.

Un procédé « glouton en énergies »

Rubrésus pointe aussi du doigt ce qu'il appelle une « aberration » : Pour traiter 20 000 m³ par an d'effluents liquides nitrates, Areva va avoir besoin de 80 000 m³ d'eau. « Cherchez l'erreur ! Surtout en période de restrictions d'eau », sourit André Bories, qui ajoute que le procédé va nécessiter « 5 500 tonnes de charbon, 2 000 tonnes de gaz et 10 000 MWh d'électricité ». Il va aussi, toujours selon l'association, « générer près de 30 000 tonnes par an de gaz à effet de serre contribuant au réchauffement climatique ». Et l'association d'indiquer ne pas « mener une bataille d'idées, mais une critique basée sur les éléments chiffrés du dossier ».

Ils s'engagent pour la planète

Environnement | Deux associations du Narbonnais militent pour l'utilisation d'énergies alternatives.

Au centre des débats depuis plusieurs années, le développement durable, les énergies alternatives et la sauvegarde de l'environnement sont des thèmes qui concernent de plus en plus les narbonnais. Au niveau local, l'association Rubrésus et le Réseau sortir du nucléaire Aude (SDN 11), se font les relais d'autres modes de consommation possibles et agissent au quotidien pour sensibiliser les populations et les acteurs de la vie locale aux enjeux environnementaux.

« Nous avons toute une palette de thèmes sur lesquels nous intervenons, explique André Bories, président de l'association Rubrésus. Nous voulons protéger notre cadre de vie mais nous nous revendiquons plus environnementalistes qu'écologistes. » Nuisances sonores, pollution de l'eau, impact de la circulation : des problèmes de santé publique qui concernent le territoire des basses plaines de l'Aude, dont Narbonne fait partie et auxquels la quarantaine d'adhérents tente de trouver des solutions. « Notre démarche est



Le nucléaire est la principale lutte dans laquelle s'engage le réseau SDN 11.

Hervé Leguin, l'association, com. de des ateliers de formations, com. délégués, image André Bories. Nous

ET AUSSI Éoliennes

Le projet de ferme pilote de quatre éoliennes à Gruissan sera mené par le groupe Quadran, retenu par le gouvernement. Le projet Eolmed sera installé à plus de 15 kilomètres des côtes. Durant quatre ans, des études, demandes d'autorisations et constructions auront lieu. La phase de fonctionnement expérimental est prévue sur les deux années suivantes, puis d'une période d'exploitation industrielle de 15 à 20 ans. Le but affiché par Quadran est d'alimenter, à terme, un million de personnes de la région avec de l'électricité produite par les vents de l'Occitanie.

Habitat

Le parc naturel régional de la Narbonnaise a mis en place depuis 2003 un espace Info Energie. L'occasion pour les particuliers de se renseigner sur les améliorations thermiques des habitations, sur celles